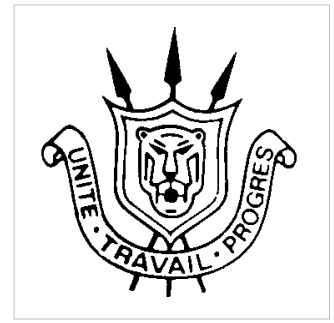




CTB



RAPPORT DES RESULTATS 2015

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL PAR LA
MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE PAVAGE À
HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE - BDI 1307711
(PHASE DE CONSOLIDATION TECHNIQUE ET D'AMÉLIORATION
ENVIRONNEMENTALE)**



Apprentissages sur chantiers écoles
© Rosalie Colfs/programme pavage/ CTB

ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	5
1.1 FICHE PROJET.....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	7
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	9
1.4 CONCLUSIONS.....	10
2 MONITORING DES RESULTATS.....	12
2.1 EVOLUTION DU CONTEXTE.....	12
2.1.1 <i>Contexte général</i>	12
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	14
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	15
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	15
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	17
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	17
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	18
2.3 OUTPUT 1: PAVAGE HIMO A KAMENGE, KINAMA ET CIBITOKE: DES COMPETENCES SONT DEVELOPPEES AU SEIN DE LA POPULATION CIBLE.....	19
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	19
2.3.2 <i>Etat d'avancement des principales activités</i>	20
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
2.4 OUTPUT 2 : UN RESEAU COHERENT DE VOIRIE ET DE DRAINAGE A KAMENGE/KINAMA/CIBITOKE EST AMENAGE.....	22
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	22
2.4.2 <i>Etat d'avancement des principales activités</i>	23
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	23
2.5 OUTPUT 3 : LA COLLECTE DES DECHETS SOLIDES EST AMELIOREE DANS LES COMMUNES CIBLES.....	24
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	24
2.5.1 <i>Etat d'avancement des principales activités</i>	26
2.5.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	26
2.6 OUTPUT 4 : LES BONNES PRATIQUES SONT CAPITALISEES ET DIVULGUEES.....	28
2.6.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	28
2.6.2 <i>Etat d'avancement des principales activités</i>	28
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	28
2.7 THEMES TRANSVERSAUX.....	30
2.7.1 <i>Genre</i>	30
2.7.2 <i>Environnement</i>	30

2.7.3	<i>VIH SIDA</i>	31
2.7.4	<i>Economie sociale</i>	32
2.7.5	<i>Droit de l'enfant</i>	32
2.7.6	<i>Travail décent et durable</i>	32
2.7.7	<i>Consolidation de la société</i>	33
2.8	GESTION DES RISQUES	34
3	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	35
3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES	35
3.2	RECOMMANDATIONS.....	35
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	36
4	ANNEXES	37
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	37
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	40
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	41
4.4	APERÇU DES MORERESULTS	41
4.5	RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE	42
4.6	RESSOURCES EN TERME DE COMMUNICATION (CUMUL).....	45
4.6.1	<i>Dans le cadre du Séminaire HIMO et travail décent</i>	45
4.6.2	<i>Communication sur le projet</i>	45
4.6.3	<i>Documents de capitalisation</i>	45
4.6.4	<i>Articles et publications en ligne (Blog coopération, diffusion interne/externe CTB)</i>	46

Acronymes

ABUTIP	Agence burundaise pour la réalisation des travaux d'intérêt public
AGR	Activité génératrice de revenus
AMI	Appel à manifestation d'intérêt
ATP	Association de tailleurs de pavés
DSP	Délégation de service public
ETP	Equivalent temps plein
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
hj	Hommes jours
hm	Hommes mois
IGG	Ishirahamwe ryo Gushigikirana no Kuguranana (groupement d'auto - entraide et d'auto financement)
km	kilomètres
M&E	Monitoring and Evaluation
ME	Micro entreprise
MEEATU	Ministère de l'Eau, l'Environnement, l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme
MININTER	Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique
ml	Mètres linéaires
NA	Non applicable
ND	Non déterminé
PPP	Partenariat public privé
PTPCE	Programme de travaux publics et créations d'emplois
PTPGU	Programme de travaux publics et gestion urbaine
SETEMU	Régie des services techniques municipaux
SIG	Système d'information géographique
SMCL	Structure mixte de concertation locale
STEP	Station d'épuration (eaux usées)
T eq	Tonnes équivalent

1 Aperçu de l'intervention

NOTE IMPORTANTE : Le présent rapport des Résultats 2015 du projet BDI 1307711 couvre la période à partir de mi 2014 (démarrage effectif de l'intervention). Il s'est donc greffé sur le Rapport de Résultats 2014 de Pavage 1&2 (BDI 0804911 & BDI 0905211, fin d'activités à mi 2014) et il a intégré ces parties des résultats qui se retrouvent également dans l'intervention précédente. Il présente alors les « résultats » cumulés et donc consolidés avec certains du BDI 0804911 & BDI 0905211.

De plus, l'intervention et le présent rapport doivent être complétés par l'évaluation finale du précédent financement (par des évaluateurs indépendants) effectuée en septembre 2014 et par l'étude socio-économique menée en juillet 2014 (baseline + 3 ans).

1.1 Fiche projet

NOM PROJET	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL PAR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE PAVAGE À HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE (PHASE DE CONSOLIDATION TECHNIQUE ET AMÉLIORATION ENVIRONNEMENTALE)
CODE PROJET	BDI 1307711
ZONE D'INTERVENTION	BUJUMBURA (KAMENGE, KINAMA, CIBITOKÉ)
BUDGET	4.000.000 €
PERSONNES CLÉS	SETEMU – SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX ADMINISTRATIONS COMMUNALES DIRECTION ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS
INSTITUTIONS PARTENAIRES	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR – DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
DATE CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE	10/09/2013
DURÉE (MOIS)	48 MOIS
GROUPES CIBLES	HABITANTS DES COMMUNES CIBLES DE BUJUMBURA TAILLEURS DE PAVÉS (BUJUMBURA RURAL) COMMUNES
IMPACT- OBJECTIF GLOBAL	LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL EST FAVORISE PAR LA MISE A NIVEAU DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT INTRA-URBAIN
OUTCOME - OBJECTIF SPÉCIFIQUE	LES CHANTIERS A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE PERMETTENT UNE INSERTION DES APPRENANTS ISSUS DES COMMUNES ET REHABILITENT DE FAÇON DURABLE LE RESEAU ROUTIER

OUTPUTS - RESULTATS	
PAVAGE HIMO À KAMENGE, KINAMA ET CIBITOKÉ	RÉSULTAT 1 : DES COMPÉTENCES SONT DÉVELOPPÉES AU SEIN DE LA POPULATION CIBLE
	RÉSULTAT 2 : UN RÉSEAU COHÉRENT DE VOIRIE ET DE DRAINAGE À KAMENGE/KINAMA/CIBITOKÉ EST AMÉNAGÉ.
	RÉSULTAT 3 : LA COLLECTE DES DÉCHETS SOLIDES EST AMÉLIORÉE
	RÉSULTAT 4 : LES BONNES PRATIQUES DU PROGRAMME PAVAGE SONT CAPITALISÉES ET DIFFUSÉES
ANNÉE COUVERTE PAR LE RAPPORT	2015
REMARQUE IMPORTANTE	LA PRÉSENTE INTERVENTION EST LA CONSOLIDATION ET LA CONTINUATION DE L'INTERVENTION PRÉCÉDENTE (BDI 0804911+BDI0905211), A PART LES RÉSULTATS FINANCIERS CERTAINS INDICATEURS SERONT CUMULÉS SUR TOUTE L'INTERVENTION.

1.2 Exécution budgétaire

Au 31/12/2015

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	4.000.000	1.811.877	1.296.058	892.065	78%
Output 1	280.000	152.168	137.748	-9.916	104%
Output 2	1.800.000	920.047	524.899	355.054	80%
Output 3	320.000	82.681	21.872	215.447	33%
Output 4	130.000	112.838	2.777	14.385	89%
Réserve budgétaire	125.000	0	0	125 500	0%
Moyens généraux	1.344.500	544.142	608.761	191.596	86%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Les interventions du Programme Pavage ciblent bien les enjeux clés des politiques nationales via le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté 2 (CSLP 2^{ème} génération), où il est préconisé des travaux d'infrastructures à haute intensité de main d'œuvre. Tout en tenant compte des avantages comparatifs de la coopération belge en appuyant le développement économique et social à travers l'amélioration de l'employabilité, les activités génératrices de revenus, les chantiers écoles ou les formations humaines (HIV/AIDS, alphabétisation, gouvernance) la logique d'intervention est grandement appropriée.

Le projet applique les fondements de la coopération au développement (pour rappel : La Coopération belge au développement est axée sur le développement humain durable. Elle ambitionne d'atteindre cet objectif en luttant contre la pauvreté et en appuyant la consolidation de la démocratie et de l'État de droit) et est en complète adéquation de la loi de la coopération (19 mars 2013), voir infra 2.1 : Evolution Contexte.

Concernant le volet gestion des déchets dans les trois communes d'intervention, il répond à un besoin social et environnemental principal et est très pertinent tant pour la protection de l'environnement, de la santé publique et des infrastructures (rues pavées et caniveaux) que pour l'amélioration de la situation socio-économique, car c'est un gisement de plus de 150 emplois formels, et probablement autant via le secteur informel.

Les fondements du programme pavage sont complètement en adéquation avec la loi et ces articles en particulier ; le programme permet un développement économique et social des zones d'interventions, une amélioration de l'employabilité, un accès à tous aux chantiers écoles, à la promotion de l'entrepreneuriat et enfin un travail-formation décent.

Enfin suivant l'évaluation finale de l'intervention précédente effectuée en septembre 2014, ce critère est noté 'A', les évaluateurs ont analysé que l'intervention est totalement pertinente par rapport au contexte du pays et aux besoins des bénéficiaires.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

Outre certains problèmes de délais d'attribution ou de retards de chantiers, tous les outputs sont atteints et de manière adéquate.

Pour les routes pavées, l'évaluation finale de l'intervention précédente effectuée en septembre 2014 détermine que ce critère est 'A', les évaluateurs ont analysé que l'intervention (dans son ensemble, donc les trois financements) est efficace et a atteint ses objectifs de développement.

Concernant le volet déchet, la plupart des résultats achevés à la date de l'évaluation sont au-delà des objectifs quantitatifs définis pour la première année de mise en œuvre.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Faisant abstraction des problèmes de délais d'attribution et de livraisons de commandes publiques, les indicateurs de l'outcome ont été atteints en qualité dans les délais hormis la période de 6 mois d'arrêt dû à la situation sécuritaire et les décisions politico-diplomatiques entre la Belgique et le Burundi que cela soit dans le niveau social (ex : personnes formées) que dans l'économique (ex : activités créées par les bénéficiaires) et enfin par l'infrastructure (route pavées et caniveaux construits).

Si on tient compte de ces décisions d'arrêt pour causes sécuritaires puis décision de suspension du projet qui sont hors de notre sphère de décision, l'efficience tendrait vers C car l'arrêt des activités ont arrêté l'emploi / formation des apprenants.

Néanmoins, la qualité des infrastructures est haute voire très haute pour le pavage en régie de travaux tout en ayant un avantage financier comparatif par rapport au pavage à l'entreprise (plus de 25% moins chère) avec 40% d'emplois créés en plus.

Pour la partie « routes pavées », suivant l'évaluation finale de la précédente intervention effectuée en septembre 2014, ce critère est noté B pour le pavage social en régie de travaux. Les évaluateurs ont analysé que l'intervention est performante mais que l'efficience est amoindrie par le staff CTB nécessaire à la mise en œuvre du pavage en régie de travaux mais important pour l'atteinte des résultats. Ce dernier point est d'autant plus pertinent dans cette intervention car la diminution de ressources dévolues aux activités de travaux comparativement à la précédente intervention (de moitié) n'a pas été suivie de diminution de staff dans la même proportion pour des raisons évidentes d'organisation.

Le volet déchets est très bien géré aux yeux des évaluateurs, surtout tenant compte du contexte difficile (quartiers défavorisés, structure très faible des communes...). Toutes les trois communes sont coopératives et s'efforcent dans la mesure de leurs moyens d'assumer leur responsabilité relative aux prélèvements des taxes de déchets et l'exploitation des zones de transit. Le tri et le compostage ainsi que l'organisation et planification générale sont gérées par le programme pavage avec des très bons résultats. La gestion des déchets est mise en œuvre avec des coûts exceptionnellement bas et couvre quand même toutes les activités nécessaires.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité des routes pavées du point de vue technique est acquise car a une durée de vie de 30 ans au lieu des 15 ans pour une route macadamisée. De plus la majorité des intrants sont produits localement (ciment, sable, pavés, fers à béton).

De plus, du point de vue financier, l'entretien des voiries pavées est très peu onéreux et ne demande pas de technicité élevée. L'entretien peut se faire durant les travaux communautaires (travaux obligatoires le samedi matin) sans aucune restriction.

La durabilité (technique) est améliorée par la gestion des déchets en cours dans les communes, déchets qui sont à l'origine de beaucoup de dégâts lors des épisodes pluvieux.

Enfin pour les travaux plus conséquents, le projet a formé, mis en place et équipé, au sein des SETEMU une brigade pavage, équipe de réparation des routes pavées.

La durabilité des routes pavées est acquise, leur entretien et leur réparation (préventive) doivent être fait sous la responsabilité de l'autorité communale (sous couvert de la Mairie à Bujumbura) qui est le responsable le plus approprié.

Néanmoins, du point de vue institutionnel (et donc décentralisation), les autorités communales de Bujumbura n'ont à ce jour ni les moyens ni le personnel disponible pour faire ce genre d'action car elles ne sont pas encore décentralisées.

Afin de palier à ce vide financier et de responsabilité, une « pré décentralisation » a été accordée pour ces trois communes (puis à la commune de Ntahangwa en septembre 2015) dans les domaines de l'entretien des rues et la gestion des déchets. Les communes ont donc le pouvoir sur base de leurs ressources propres (principalement cotisations à la collecte de déchets) de faire des travaux de réparation.

De fait, la nouvelle loi sur la décentralisation met en place trois grandes communes pour Bujumbura mairie (et les trois communes actuelles seront donc regroupées), ce qui a et aura certainement une incidence sur les actions futures et sur la pérennisation ; de fait cette grande commune a des responsabilités et des moyens accrus.

Concernant le volet déchet, le projet n'est pas encore à terme. Il est cependant déjà évident que la durée restante ne sera pas suffisante pour assurer l'appropriation et la gestion autonome et qualifiée par les acteurs locaux et donc la durabilité à long terme.

Le taux de collecte de cotisations des ménages reste une préoccupation car il conditionne la pérennité du système. A long terme, la perpétuité des autres résultats dépendra de la disponibilité de moyens financiers, et le programme ne pourra être considéré comme efficace que si le taux de collecte est stabilisé sur un niveau suffisant. Les cibles sont assez ambitieuses, et il est peu réaliste que des objectifs comme « taux de recouvrement de 95 % » soient atteints à la fin du projet compte tenu de la durée de ce dernier.

Par ailleurs, des facteurs externes comme le redécoupage des communes et les interventions d'autres bailleurs, s'ils sont toujours d'actualité, surtout le (possible) projet hand for waste appuyé par le gouvernement des Pays-Bas via ORIO, influenceront aussi la durabilité du projet.

La durabilité au niveau du développement de l'entrepreneuriat dans la zone a été fortement diminuée par les aspects sécuritaires et décisions politiques de la Belgique; de fait l'économie a été fortement affectée lors de cette année 2015.


Pour les routes pavées, l'évaluation finale menée en septembre 2014 met justement ce dernier point en avant pour évaluer ce critère à C, les durabilités socio-économique et technique étant atteintes mais les systèmes de financement de l'entretien et de réparation des routes ne sont pas encore effectifs malgré la volonté des communes d'assurer ce financement au niveau local via les cotisations issues du système de collecte de déchets. Une continuation de la mise en place d'un système durable demande plus de temps et d'où la pertinence de la présente intervention.

1.4 Conclusions

<p>Tenant compte de la Pertinence et des résultats des différentes évaluations menées sur le Programme Pavage, ainsi que de son appréciation positive des acteurs impliqués (au niveau central et communal), la Pertinence d'un volet « développement économique » devrait être repris et considéré comme un des enjeux prioritaires pour la construction du futur PC et dans le contexte du Burundi en général.</p>
<p>La méthodologie HIMO à réinsertion sociale permet une diminution de la pauvreté des populations cibles. Pour les communes nord, plus de 3 milliards de BIF (environ 1,5 millions d'euros) ont été introduits dans l'économie locale via les bourses, les primes d'apprentissages directement aux bénéficiaires du projet.</p> <p>Le non emploi des chefs de famille est descendu à moins de 9% (contre 17% en 2011) dans les zones d'action et un développement économique et social des zones d'actions (environ 101 activités génératrices de revenus performantes créées par les bénéficiaires)</p>
<p>La notion de chantiers-écoles, chantiers d'apprentissage in situ des bénéficiaires, agréée par Le Ministère en charge de l'Enseignement des Métiers. La formation professionnelle permet un renforcement de capacités et une application in situ des acquis en formation professionnelle.</p>
<p>Les chantiers écoles assurant une formation professionnelle adéquate permettent une réinsertion socio professionnelle des habitants des communes cibles, assurant la sortie de la précarité et améliorant la sécurité, la cohabitation sociale et le développement de nouvelles activités d'économie domestique au sein des ménages. La dynamique post-chantier des ex-apprenants conduit à la constitution des groupements pré-coopératifs de services et la création de micro entreprises.</p>
<p>Les associations en charge de l'approvisionnement des pavés sont devenues professionnelles respectant un cahier des charges technique, social et environnemental précis et assurant un revenu fixe aux nombreux tailleurs et transporteurs de pavés.</p>
<p>En cumulé depuis 2010, sur les communes nord de Bujumbura, 3300 apprenants ont été sur les chantiers écoles, lauréats sortis des « chantiers écoles »; équivalent 10,5 % des ménages directement appuyés.</p> <p>Le programme a déjà octroyé 648 283 hj de formations et 3 milliards de BIF (plus d'1,5 millions d'euros) ont été versés sur les comptes bancaires des apprenants des chantiers écoles à Kamenge, Kinama et Cibitoke contribuant à l'économie quotidienne des ménages et au développement d'activités génératrices de revenus dans les communes Nord de Bujumbura.</p> <p>Depuis le début de l'intervention, 1100 « emplois permanents » ont été nécessaires aux activités au niveau des communes nord de Bujumbura (et connexes) depuis le début des travaux (Novembre 2010)</p>
<p>Le système de gestion des déchets mis en place est pertinent et efficace. Sa pérennisation demande cependant du temps. Aussi la principale recommandation de l'évaluation finale du BDI 08049 11/BDI 09052 11 sur ce volet est : « Continuation et consolidation du projet de gestion des déchets dans les trois communes de Kimana, Kamenge et Cibitoke pendant 5 ans, avec comme objectif d'assurer la durabilité des</p>

acquis moyennant le transfert du projet vers les acteurs locaux, l'appropriation par la population et un ancrage institutionnel solide. »

L'efficacité de ce projet est élevée ; de fait, le pavage exécuté directement par le projet par rapport au pavage via des entreprises emploie 40% en plus de main d'œuvre pour un coût moindre (25%).

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Directeur d'Intervention ¹	 Olivier Chanoine Délégué à la cogestion

¹ Par Note Verbale de la Belgique au Burundi du 9/10/2015, tous les projets sont passés en régie, et les Directeurs d'Intervention ont été suspendus.

2 Monitoring des résultats

2.1 Evolution du contexte

2.1.1 Contexte général

L'année 2015 a été jalonnée de différents événements depuis avril 2015 ; en avril il y a eu des arrêts d'un jour ou deux des travaux au niveau des chantiers écoles (pour raisons sécuritaires – Cibitoke, Mutakura et Kinama étaient des lieux de manifestation anti 3^{ème} mandat), pour déboucher sur un arrêt complet en mai 2015 (pour raisons sécuritaires et de période électorale). Les travaux n'ont pu reprendre qu'au 22 octobre 2015, jour de reprise des travaux qui devaient être finis endéans 3 mois. Après ces trois mois d'activités (finissant en janvier 2016), le projet a été mis « en suspension » par décision du gouvernement belge.

Malgré les décisions prises ci-dessus, le programme reste pertinent dans le contexte d'appui à la population burundaise de par la nature de ces actions car il assure dans ces zones la réduction du chômage, la création d'emplois (et amélioration de l'employabilité), la formation et le développement d'activités génératrices de revenus via une mise à niveau des infrastructures de transport en milieu urbain.

Malgré sa visibilité 'infrastructures', ce programme peut être considéré comme un programme de développement économique et social intégré dont les secteurs touchés sont l'éducation/réinsertion socio professionnelle (formations humaines -dont alphabétisation des adultes- et professionnelles des adultes et création de groupes professionnels), la gouvernance (formation en éducation civique et concertation avec les communes), la décentralisation (appui à la gestion des communes et possibilité de lever les contributions des habitants) ainsi qu'une reconstruction économique et sociale des zones bénéficiaires.

Ce projet applique les fondements de la coopération au développement (*La Coopération belge au développement est axée sur le développement humain durable. Elle ambitionne d'atteindre cet objectif en luttant contre la pauvreté et en appuyant la consolidation de la démocratie et de l'État de droit*). Ces dernières années, le Burundi a réaffirmé dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté deuxième génération sa volonté d'éradiquer le non emploi en maximisant les travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Enfin, le contexte de décentralisation en cours au Burundi permet une meilleure concertation et appropriation des communes cibles du projet (la décentralisation dans la zone d'action a été effective en octobre 2015), ce qui est très porteur dans le contexte de proximité appliqué par le projet.

Du point de vue belge, le contexte a changé de manière sensible de par la loi de la coopération du 19 mars 2013. De fait les articles rejoignent les objectifs du projet.

Les articles principaux sont :

Art. 3. *La Coopération belge au Développement a comme objectif général le développement humain durable et entreprend, pour atteindre cet objectif, des actions qui contribuent à une **croissance économique durable et inclusive** pour une amélioration des conditions de vie de la population dans les pays en développement et à leur **développement socioéconomique** et socioculturel, afin d'éradiquer la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. (...)*

⇒ Le projet promeut le développement économique et social de localités, améliorant de facto les conditions de vies des personnes par l'emploi créé (1,5 million d'euros de

bourses d'apprentissage/d'installations octroyées) et l'activité créée via les AGR et entreprises. Aucune discrimination ou sélection n'est faite pour accéder aux possibilités du projet.

Art. 5. *En vue d'atteindre ses objectifs généraux, la Coopération belge au Développement promeut également la **croissance économique inclusive, équitable et durable, donnant priorité à l'entrepreneuriat local, à l'économie sociale et à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT***

- ⇒ Le développement économique est inclusif car les chantiers écoles sont accessibles aux premiers bénéficiaires (habitants des communes) et est maximisé par la haute intensité de main d'œuvre qui permet d'atteindre plus de bénéficiaires.
- ⇒ L'entrepreneuriat et la micro entreprise locaux est facilitée par des appels d'offres ouverts à nos ex apprenants (via la constitution de groupements pré coopératifs).

Art. 6. *Dans les pays en développement, la Coopération belge au Développement vise à :*

*1° Financer des programmes socioéconomiques destinés à améliorer le climat d'investissement **pour renforcer les capacités productives locales** des pays en développement;*

2° Appuyer le développement du secteur privé local, notamment par l'octroi de crédits, le renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises et des micro-entrepreneurs, et par la prise de participations dans des entreprises locales ; (...)

- ⇒ Même si les aspects de renforcement du climat d'investissement est hors de notre sphère de contrôle ou d'influence, les aspects de mise en place de micro entreprises liées au pavage ou non et d'activités génératrices de revenus - transformatrices d'intrants (principalement agricoles) permettent au niveau le plus bas de l'échelle de renforcer les capacités locales.
- ⇒ Les aspects sociaux du projet appuient les plus petites entreprises (souvent unipersonnelles) qui contribuent ou sous traitent aux petites et moyennes entreprises.

Art. 11.§ 1er. *Conformément aux articles 4 et 5, la Coopération belge au Développement intègre comme thématiques prioritaires :*

1° les droits humains, en ce compris les droits des enfants ;

2° le travail décent et durable ;

3° la consolidation de la société.

- ⇒ Le travail décent est au centre de notre chantier école car sans être un emploi au sens propre du terme, les chantiers écoles promeuvent un travail de qualité, de durée convenable, avec possibilité de recours des décisions, ... et enfin une prime journalière d'apprentissage correspondante au niveau de vie de Bujumbura.
- ⇒ L'appui aux communes effectué dans le cadre de la gestion des déchets et de l'entretien des routes est au cœur de la consolidation de la société et de la responsabilisation de l'autorité locale. De plus, la formation en éducation civique permet une consolidation de la société de manière au départ personnelle.

Art. 11.§ 2. *La Coopération belge au Développement intègre de façon transversale dans toutes ses interventions :*

1° la dimension du genre, qui vise l'empowerment des femmes et l'égalité des hommes et des femmes dans la société ;

2° la protection de l'environnement et des ressources naturelles, y compris la lutte contre les changements climatiques, la sécheresse et la déforestation mondiale.

- ⇒ Les femmes sont plus nombreuses dans nos chantiers écoles et accèdent à des postes de responsabilités techniques alors que le milieu classique de la construction ne permet à peu d'entre elles d'accéder à ces responsabilités.
- ⇒ Par l'accès au projet, l'employabilité des femmes est améliorée et améliore leur place au sein du ménage et de la société en ayant une activité rémunératrice.
- ⇒ De plus, les formations humaines et professionnelles permettent une meilleure position des femmes dans la gestion et l'économie du ménage, ainsi que dans la communauté.

La dimension environnementale est également prise en compte dans toutes les activités du programme :

- ⇒ La mise en place d'un système de gestion intégré des déchets solides permet de réduire significativement la dispersion des éléments solides polluants des quartiers d'intervention : avant l'intervention, les déchets solides étaient laissés dans la rue et les caniveaux, brûlés ou jetés dans la principale rivière des communes d'intervention.
- ⇒ Le système de pré-collecte et de collecte de déchets en HIMO mis en place est particulièrement sobre en carbone, puisqu'il permet de réduire de plus de 50 % les consommations de carburant par comparaison aux autres systèmes en place à Bujumbura.
- ⇒ La création de nouvelles filières de recyclage de déchets permet de diminuer l'impact environnemental des déchets :
 - l'expérience de compostage de la fraction organique des déchets ménagers collectés permet de réduire significativement les émissions de méthane, gaz à haut pouvoir de réchauffement climatique (potentiel de plusieurs dizaines de milliers de Teq carbone à éviter sur dix ans). L'expérience de production de briquettes de combustibles (plusieurs tonnes par mois) à partir de déchets permet d'envisager de lutter significativement contre la déforestation, problème majeur au Burundi.
- ⇒ Les entreprises/ coopératives de production de pavés sont accompagnées en vue de limiter l'impact environnemental de l'activité. Le programme accompagne la fermeture des carrières via la reforestation.
- ⇒ Les caniveaux à large diamètre et la plantation en grand nombre d'arbres et d'herbes fixatrices de sols permettent une meilleure incorporation environnementale du projet dans la zone urbaine.

2.1.2 Contexte institutionnel

La collaboration avec les ministères partenaires cogérants le programme pavage est effective, (hormis durant les derniers mois de 2015) et ils offrent un ancrage institutionnel solide dans les principaux domaines tels que dans la gestion avec les communes.

Un ancrage au ministère ayant l'enseignement des métiers dans ses attributions aurait été judicieux, néanmoins une collaboration effective dans le cadre de l'incorporation sur nos chantiers écoles, 45 lauréats issus des écoles techniques permet de créer des synergies positives.

En plus, les aspects réduction de la pauvreté et chantiers en HIMO sont inscrits dans la politique du gouvernement (CSLP 1 & 2 entre autres) ; donc tous ministères confondus.

Le travail avec la Mairie de Bujumbura et les services Techniques Municipaux (sous

tutelle tous deux du ministère de l'intérieur) permet une avancée dans la décentralisation dans les communes Nord de Bujumbura. Un travail d'appui aux communes dans leur responsabilisation au niveau déchets et entretien des routes est en cours.

A contrario, le transfert de la responsabilité de la décentralisation au niveau national depuis le ministère de l'Intérieur vers ministère du Développement Communal en 2012 a diminué de facto notre implication dans la décentralisation des communes cibles (principalement output 3/déchets). De fait la décentralisation des communes de Bujumbura a été validée fin 2014, mais les communes ne disposent à ce jour d'aucune autonomie financière, ni de dotation de l'Etat pour exercer leurs nouvelles compétences. Cela a été un frein majeur en 2015, d'autant plus que la carte communale de Bujumbura a été profondément modifiée avec la fusion des 13 communes en 3 nouvelles communes (cela a été effectif en septembre 2015). Ainsi le programme a changé d'interlocuteurs : les trois communes Kinama, Kamenge et Cibitoke font partie maintenant de la commune Ntahangwa qui regroupe les 5 anciennes communes Nord de Bujumbura.

Le projet a fait partie jusqu'en mai 2015 du comité de suivi de la Politique Nationale de l'Assainissement dirigée par le MEEATU.

Enfin, sans réel lobbying, Le secrétariat permanent de la protection sociale, comité interministériel, a repris les objectifs du séminaire HIMO et travail décent (organisé par le projet en novembre 2014) dans son plan d'action 2015 – 2016, assurant la pérennité des actions HIMO menées par ce programme.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Malgré les retards encourus durant les procédures de marchés publics, les modalités d'exécution sont en adéquation avec les activités du programme, permettant une meilleure appropriation par les structures nationales.

2.1.4 Contexte HARMO

Il est certainement à noter une très forte appropriation du programme (les différentes interventions) par le gouvernement du Burundi et ce malgré que le projet en cours ne soit pas dans un programme sectoriel appuyant un secteur/ministère dans son ensemble.

Le gouvernement du Burundi à ce sujet met en avant les avancées du projet dans les domaines de reconstruction des communes, d'accès aux formations professionnelles menant à un emploi durable pour les bénéficiaires, de sortie de la pauvreté pour un nombre élevé de personnes non formées et souvent analphabètes et enfin d'amélioration de la sécurité (réinsertion des ex belligérants entre autres).

Le programme pavage a comme partenaire technique permanent, la Régie des SETEMU (dépendant de la Mairie de Bujumbura) et travaille de manière rapprochée avec la Mairie de Bujumbura (entretien des rues et stratégie dans la gestion des déchets entre autres).

Concernant la stratégie du volet gestion des déchets, elle a été mise en place en collaboration avec les administrations communales bénéficiaires, sur le principe d'une pré-décentralisation avalisée par la Mairie. Concrètement, et malgré une décentralisation effective dans les textes à compter de fin 2014, ces communes n'ont ni les compétences ni les ressources financières pour gérer de manière peu ou prou satisfaisante le service de gestion des déchets ménagers solides. En vue de pérenniser à minima les acquis sur ce volet, le programme accompagne les communes dans la mise en place d'une délégation de service public (PPP) à des groupements pré-coopératifs. Ce dans le

respect des procédures de délégation de service public précisées par la loi burundaise et plus particulièrement le manuel de procédure des communes du Burundi.

Dans le cadre de la réinsertion post incarcération, avec le projet justice, les complémentarités ont été trouvées en incorporant les ex détenus au sein de nos chantiers écoles (depuis 2014 jusqu'en avril 2015) ; mettant en application les objectifs de la Direction Générale des Affaires Pénitentiaires en matière d'actions post prisons en faveur des ex détenus. Une collaboration effective a été mise en place incluant la présente DG, le projet justice et l'ONG Terre des hommes.

Alignement et collaboration avec la direction ayant l'enseignement des métiers à sa charge dans le concept de formations des chantiers écoles qui suit le concept de formations par modules. De plus depuis 2013, une prise en charge au sein des chantiers écoles d'ex-lauréats des centres de formation technique de l'Etat permet une synergie positive avec ce même ministère. Ces activités ont été appuyées par le projet AFPT géré par la CTB.

Le secrétariat permanent de la protection sociale, comité interministériel, a repris les objectifs du séminaire HIMO et travail décent dans son plan d'action 2015 – 2016, assurant la pérennité des actions HIMO menées par ce programme.

2.2 Performance de l'outcome

2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : les chantiers à HIMO permettent une réinsertion des apprenants issus des communes et réhabilitent de façon durable le réseau routier					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Distance et surface pavées Sur Kamenge, Kinama et Cibitoke	24.313 km 141.015 m ² (cumul)	28,392 km 152.626 m ²	30 km 216.000 m ²	30 km	Retard dû à l'insécurité et à la suspension du projet
Nombre d'Hommes/jours de travail créés sur Kamenge, Kinama et Cibitoke	1.082.502 hommes jours	1.243.912 hommes jours	1.200.000 hommes jours	1.400.000 hommes jours	Cumul d'hj créé via chantiers écoles et tailleurs de pavés
Nombre de personnes réinsérées, ayant une activité	ND	ND	ND	ND	Indicateurs impossibles à déterminer compte tenu du contexte sécuritaire

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	<p>La parfaite adéquation entre les outputs et l'outcome permet un suivi précis de l'avancement de l'objectif spécifique du projet.</p> <p>Les outputs contribuent donc parfaitement à l'atteinte de l'outcome.</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>Les chantiers à haute intensité de main d'œuvre apportent de l'emploi direct aux personnes sans revenus, la formation professionnelle (liée ou non aux chantiers d'infrastructures) apporte des compétences en vue d'une meilleure insertion socio-économique via l'entrepreneuriat et l'amélioration de l'employabilité.</p> <p>En termes d'emploi c'est 3300 apprenants formés sur un cycle de 9 mois sur les chantiers écoles et dans les formations humaines, professionnelles et entrepreneuriales.</p> <p>Les infrastructures d'assainissement (routes ainsi que les caniveaux adjacents) et de réseau routier sont augmentées assurant une accessibilité (développement économique) et une amélioration de la santé.</p>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>Pas de difficultés majeures.</p> <p>Une des difficultés (en partie maîtrisée) est la gestion de l'eau dans certaines zones d'action, difficulté accentuée par l'urbanisation croissante de la ville de Bujumbura en amont des infrastructures créées.</p>
<i>Résultats inattendus :</i>	<p>La mise au travail des personnes suivant une contrainte journalière (absence ne donnant pas droit à la prime de formation) permet une meilleure réinsertion des ex-apprenants (fierté du travail journalier et</p>

	<p>acquisition d'un rythme de travail)</p> <p>L'amélioration de l'habitat des propriétaires riverains des routes pavées est visible et améliore aussi l'assainissement en plus de l'environnement général.</p>
--	--

2.2.3 Impact potentiel

Compte tenu que le projet est basé sur le développement économique et social des localités ciblées et impliquent des secteurs divers tels que l'infrastructure de base, la formation, la sécurité alimentaire via les AGR, et enfin la santé dans l'amélioration générale de l'assainissement et l'hygiène communautaire, l'outcome contribue de manière positive à l'impact défini sans pouvoir en définir des mesures au niveau national/régional.

Au niveau des zones cibles, l'impact potentiel dont le projet contribue est de 'Favoriser le développement économique par la mise à niveau des infrastructures de transport intra-urbaines.'

Les principaux indicateurs à ce jour peuvent être déclinés comme suit :

- Pourcentage des routes concernées pour les communes Nord de Bujumbura = 20 % (28,4 km) amenant les routes 'en dur' à 40,8 km (triplant le réseau) ce qui équivaut toujours à un pourcentage encore peu élevé de 28 % de routes revêtues dans ces 3 zones (calcul fait sans Carama (zone d'habitation moyen standing en construction) et sans les zones inconstructibles).
- Pourcentage de ménages bénéficiaires directs (apprenants dans les chantiers écoles) par rapport à la population des zones cibles est 10,5 % pour les communes Nord de Bujumbura.
- Injection masse monétaire (au niveau de la zone rurale ; tailleurs de pavés et au niveau des communes ciblées – Nord de Bujumbura). Estimation de plus de 5 milliards de BIF depuis le début du premier projet Pavage arrivant au niveau des bénéficiaires les plus vulnérables (tailleurs, transporteurs de pavés, apprenants sur chantiers écoles) et seulement pour Bujumbura et ses environs. Cette masse monétaire importante sert à stabiliser les populations (rurales), à subvenir aux besoins du moment, à diversifier les revenus du ménage (dans une activité autre que l'agriculture, secteur sujet à la disponibilité de terres cultivables) et à investir des activités génératrices de revenus

L'impact au niveau du développement économique local a été pour rappel effectuée pour le projet précédent par une étude socio-économique approfondie comparée avec l'enquête baseline existante analysant principalement le niveau de vie des populations au niveau des zones d'action (quartiers Nord de Bujumbura seulement).

Cette étude devra être sous une même forme que l'étude socio-économique au niveau des communes nord de Bujumbura afin d'avoir des indicateurs comparables.

2.3 Output 1: Des compétences sont développées au sein de la population cible

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : des compétences sont développées au sein de la population cible						
Indicateurs	Valeur Baseline	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
<p>Nombre de bénéficiaires de formation par type de formation et par sexe.</p> <p>Formations humaines :</p> <p>Formations professionnelles :</p> <p>Formations entrepreneuriales :</p>	<p>3460</p> <p>2328</p> <p>3174</p>	<p>3843</p> <p>2868</p> <p>3489</p>	<p>4196</p> <p>3274</p> <p>3895</p>	<p>3700</p> <p>3300</p> <p>3500</p>	<p>3750</p> <p>3450</p> <p>3600</p>	<p>Les formations humaines sont systématiquement organisées suivant les dates d'incorporation dans le chantier, mais les formations professionnelles tiennent compte des choix des apprenants et des types de formation ouvertes pour le cycle L'arrêt des activités en mai 2015 et puis la reprise en octobre 2015 pour finir ce qui avait été commencé a modifié les indicateurs car il y a eu un arrêt prématuré d'un nombre important de cycle de formation des apprenants</p>
<p>Nombre de promotions au sein des chantiers écoles</p>	<p>ND</p>	<p>566</p>	<p>865</p>	<p>800</p>	<p>900</p>	<p>Le recommencement des activités en octobre 2015 a été accompagné d'un nombre important de promotions internes (nomination de nouveaux chefs d'équipe et de qualifiés)</p>
<p>Nombre d'AGR, micro entreprises créées et existantes par les ex apprenants, groupements pré coopératifs de service</p>	<p>145 AGR</p> <p>5 ME</p> <p>10 gpt de service</p>	<p>357 AGR</p> <p>9 ME</p> <p>15 Gpt de service</p>	<p>101 AGR</p> <p>9 ME</p> <p>15 Gpt de service</p>	<p>Total = 300 activités durables (AGR + ME + Gpt)</p>	<p>320 activités durables (AGR + ME + Gpt)</p>	<p>Une étude de géo référencement qui n'a retrouvé que 101 AGR encore fonctionnelles: 49% de l'échantillon sont des AGR en lien avec la formation professionnelle, 51% pour le commerce général dont 10% de demi-grossistes, 19% de grossistes et 71% de détaillants. La raison des déperditions drastiques est la crise politique de 2015 qui a conduit à une crise économique dans cette zone de Bujumbura (facteur externe).</p>
<p>Nombre d'ex apprenants salariés</p>		<p>ND</p>	<p>ND</p>	<p>ND</p>	<p>ND</p>	<p>La crise politique ne nous a pas permis de déterminer cet indicateur.</p>
<p>Nombre et montant des bourses d'installations</p>	<p>2560 549 millions BIF</p>	<p>2875 623 millions BIF</p>	<p>3300 709 millions BIF</p>	<p>2900 700 millions bif</p>	<p>3300 800 millions bif)</p>	<p>Le recommencement des activités en octobre 2015 a été accompagné d'un nombre important de nouveaux apprenants par rapport aux activités de chantiers</p>
<p>Nombre d'ATP appuyées (et suivies)</p>		<p>10</p>	<p>10</p>	<p>10</p>	<p>12</p>	<p>Les ATP ont été restructurées en coopératives (lucratives) conformément au nouveau code minier et carrière. Les 10 ATP ont donné naissance à 12 coopératives. Ceci prouve que les tailleurs de pavés ont eu du capital et des compétences à</p>

						créer et à gérer efficacement leurs coopératives privées.
Nombre de crédits outils (ATP)		0	N/A			Plus de réels besoins à ce jour (cfr remarque ci haut).
Nombre de carrières respectant les recommandations sociales et environnementales		10	10	10	12	Respect des normes environnementales par toutes les coopératives ; fermeture d'une carrière avec réaménagement par l'Ancienne ATP devenue coopérative (appui en expertise et plants forestiers).

2.3.2 Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Etude de socio-économique de base		X			
2. Formation des bénéficiaires (apprenants)		X			
Formation humaine	X				
Formations de validation de compétences dans les chantiers	X				
Formations professionnelles complémentaires (Niches)		X			
Alphabétisation fonctionnelle		X			
Formations entrepreneuriales	X				
3. Accompagnement social des bénéficiaires (apprenants)		X			
Gestion des ressources HIMO		X			
4. Appui à la filière pavé		X			

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output.	
Lien entre les activités et l'output. (Comment les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output? :	Les stratégies mises en œuvre ont permis des réalisations très satisfaisantes malgré les perturbations engendrées par la crise politique depuis Avril 2015 (et arrêté complet en mai 2015 pour une reprise en octobre 2015).
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :	L'équipe des techniciens permanents a assuré les formations en commun ou sur sites d'AGR par des démonstrations pilotes pour apporter des réponses adéquates aux difficultés que les apprenants rencontraient quand ils installaient leurs propres activités génératrices de revenus post chantier. Jusqu'en Avril 2015, stade de rupture d'accompagnement in situ (suite à la crise et arrêt de contrats des chargés de formation et accompagnement) 111 AGR viables ont été référencées dont une trentaine ont continué à bénéficier d'un appui conseil au niveau des bureaux du programme jusqu'à la fin de 2015.
Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :	La capitalisation des actions menées dans le domaine de la formation professionnelle demeure un défi pour le transfert des acquis à d'autres partenaires. En fait, le concept de niche a été nouveau dans l'offre du département ayant la formation professionnelle dans ces attributions. Pour le sous volet d'activités génératrices de revenus et micro entreprises, l'absence de levier financier qui faciliterait l'intensification et la diversification ne permet pas de porter à échelle les activités des ex-apprenants réellement engagés dans l'entrepreneuriat. Le programme a procédé au pré-financement de certaines

	<i>activités de commun accord avec les bénéficiaires pour une retenue directe sur la bourse d'installation notamment en élevage de volailles et la transformation alimentaire.</i>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<i>Le modèle de combinaison d'activités des travaux de construction d'infrastructure, d'épargne capitalisée par le travail pour la création d'AGR, des formations humaines et professionnelles devient une référence pour les autres partenaires d'appui au développement local.</i>

2.4 Output 2 : Un réseau cohérent de voirie et de drainage à Kamenge/Kinama/Cibitoke est aménagé

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Un réseau cohérent de voirie et de drainage à Kamenge/Kinama/Cibitoke est aménagé						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Distance et surface pavées (cumul)	24.313 ml 141.015 m ²	26.100 ml 152.946 m ²	28.392 ml 166.626 m ²	30 km 216.000 m ²	30 km 216.000 m ²	Le progrès n'a pas été assez important à cause de l'interruption des activités de terrain due à la crise électorale de 2015 qui a duré 6 mois.
sécurité = nombre de ralentisseurs, de panneaux indicateurs et éclairage	41	95	99	ND	ND	Suivant les besoins et le choix des rues.
Longueur de caniveaux de drainage construits ou réhabilités (cumul)	49.006 m	52.162 ml A cela s'ajoutent 1530 ml de routes assainies non pavées jusque fin 2014	53.280 ml	ND	Environ 50 km	
Nombre de parcelles sur route pavée (cumul)	1945	2.103	2250 (estimation)	ND	ND	Suivant choix des rues
% de surfaces drainées par les caniveaux construits	ND	ND	ND	ND	ND	En cours d'analyse par bassin versant
Volume de gabions (en m ³) mis en place (cumul)	1861 m ³	3.078	4.161	ND	ND	6 sites (cumul) ont été identifiés et protégés par le gabionnage ; arrêt de ces aménagements suite à la décision de suspension
Nombre de chantiers de gestion environnementale et de gestion de l'eau pluviale	6	6	6	ND	ND	6 sites (cumul) ont été protégés par le gabionnage
Nombre d'hommes jours des tailleurs (mise au travail) via les ATP (cumul)	547.129 hj	547.129 hj (cumul)	553.722 hj	550.000 hj	640.000 hj	
Nombre d'hommes jours d'apprenants	535.373 hommes jours	596.517 hommes jours	648.283 Hommes jours	650.000 hommes jours	650.000 hommes jours	
Nombre de pavés achetés (et montant)	12.713.587 pavés 1.304.000 euros	12.713.587 pavés	13.010.234 pavés 1.343.285 euros	13 millions de pavés	13 millions de pavés	
Montant des bourses d'apprentissage octroyées	1839 millions BIF	2036 millions de BIF	2195 millions de BIF	2500 millions de BIF	2700 millions de BIF	

2.4.2 Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1. Etudes Techniques		X			
2. Achat pavés		X			
3. Pavage social.		X			

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output .	
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output:</i>	<p>La procédure de réception des pavés de bonne qualité a continué comme l'an N-1, les coopératives (secteur privé) sont donc devenues professionnelles et solides en plus d'être devenues moteurs de développement rural hors agricole</p> <p>Les capacités des capitas répartis sur différents chantiers ont été renforcées par des formations et encadrements en méthode HIMO dans le but du respect des rendements préétablis et de l'amélioration de la qualité des ouvrages construits.</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Le progrès réalisé par rapport à l'atteinte des objectifs est adéquat.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	La difficulté majeure reste toujours la maîtrise des eaux de pluies en aval des quartiers pavés, l'assainissement de ces quartiers permet la collecte des eaux pluviales par les caniveaux mis en place, alors que les infrastructures en aval ne sont pas souvent aménagées pour maintenir ces eaux.
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<p>Les riverains des routes pavés qui ont des moyens suffisants ont amélioré leurs habitats.</p> <p>Le réseau économique via les routes est amélioré.</p> <p>Le résultat inattendu négatif est l'augmentation (limitée car en périphérie de Bujumbura) du coût de loyer dans ces quartiers qui risque de chasser les locataires qui sont souvent les plus vulnérables.</p>

2.5 Output 3 : La collecte des déchets solides est améliorée dans les communes cibles

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : La collecte des déchets solides est améliorée dans les communes cibles						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Valeur cible année N	Valeur cible finale	Commentaires
Volume/poids des déchets collectés	0	11.771m3	8.935 m³	ND	30.000 m³	Le service a été arrêté du mois d'avril au moins de juin 2015 dans les 3 communes en raison de l'insécurité. Par ailleurs le service n'a pas repris sur la commune de Cibitoke le temps que les groupements précoopératifs (PPP par délégation de service public) puissent être consolidés.
Nombre de zones de transit (ZdT) aménagées	0	6	8	ND	12	Les ZdT ont des tailles différentes et peuvent accueillir de 1 à 4 quartiers. Actuellement seulement 2 zones sont en activité. Les autres zones reprendront leur activité d'ici le mois de mai 2016 dans le cadre la délégation de service public.
Taux de recouvrement des cotisations 'déchets' (moyenne des taux mensuels)	0	Kinama : 25% Kamenge : 53% Cibitoke : 39% Global : 34%	Kinama 43% Kamenge 55% Cibitoke 47% (avril 2015) Global : 48%	ND	95%	C'est l'incapacité des communes à prendre en charge la collecte des cotisations qui a notamment motivé la décision de passage de la régie communale vers la délégation de service public
Nombre de clients du système de gestion des déchets (ménages + activités économiques) et % sur potentiel couvert.	0	12.886	14.200	20.000	40.000	Un seul quartier ouvert supplémentaire en 2015. Cf contexte
Nombre de sensibilisations effectuées (ménages), nombre de sensibilisateurs formés.		12.886 ménages Environ 200 sensibilisateurs	Pas ou peu de sensibilisation en contexte électoral (pas d'autorisation + regroupements = cibles potentielles)	7.000 ménages 100 sensibilisateurs	40.000 ménages	La méthodologie PHAST actée avec les partenaires et les prestataires n'a pu être mise en œuvre en raison du contexte électoral puis post-électoral.
Nombre de personnes employées par le système de gestion des déchets	0	72	78 puis 44 depuis juin 2015	100	>150	Les ZDT de Cibitoke ont arrêté de collecter en juin 2015

						n'ont pas pu reprendre l'activité à fin 2015.
Nombre de sanctions émises et perçues	0	Kinama : 0 Kamenge : environ 100 Cibitoke : 0	Pas de données fiables à ce sujet	ND	ND	Les 3 communes ont été fusionnées en une seule et l'administration nouvellement en place n'a pas encore mis en place de politique de sanction
Fractions tri / recyclage / valorisés / mis en décharge	0	Tri : 35% Recyclage : 17,5% Mise en décharge : 82,5%	Tri : 40% Recyclage : 28,2% Mise en décharge : 71,8%	Tri : 100% Recyclage : 50% Mise en décharge : 50%	Tri : 100% Recyclage : 50% Mise en décharge : 50%	La systématisation du tri n'a pu être effective faute de RH suffisantes sur la ZDT de Kamenge
Plantations d'arbres	0	5219 arbres dans KKC 3000 arbres dans les carrières 300.000 éclats de vétiver le long des ouvrages	6034 arbres dans KKC (de juillet 2014 à Février 2015)	ND	ND	

2.5.1 Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 – Etude technique	X				
2 – Définition d'une stratégie de gestion intégrée des déchets ménagers	X				la délégation de service public s'avère la formule plus adaptée, elle est mise en place à compter de début 2016
3 - Mise en place du système de gestion des déchets ménagers		X			Techniquement opérationnel et performant.
4 – Campagne de sensibilisation		X			Le contexte de 2015 n'a pas permis de faire de sensibilisation sauf via les media. Pour autant les méthodologies type PHAST et les outils étaient prêts pour 2015. Ils seront développés dans la phase de cession finale en 2016
5 – Mise en place d'un système de répression des incivilités			X		Système et procédures de sanction mis en place mais non appliqués : difficulté de la part des administrations communales d'asseoir leur autorité, en particulier dans la période actuelle.

2.5.2 Analyse des progrès réalisés

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output.	
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output :</i>	La mise en œuvre technique est satisfaisante avec un service régulier, de qualité, à moindre coût, et générateur d'emplois. De nombreuses réflexions ont été menées avec l'administration pour pallier les lacunes observées du système : le paiement des cotisations qui conditionne la pérennité du système. Face aux principaux problèmes rencontrés (faiblesse et instabilité des communes notamment) et compte tenu du peu de temps restant pour pérenniser les acquis, le programme pavage accompagnera en 2016 les communes dans le schéma de délégation de service public pour assurer la durabilité.
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	Le système de collecte des déchets est fonctionnel, robuste, efficace et générateur d'emplois. La fraction recyclée s'est améliorée, avec la mise en place d'un procédé efficace de compostage 1993 m3 de matière organique ont été transformés en compost
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	L'adhésion de la population bénéficiaire au système est notre défi majeur, elle doit se manifester par le paiement mensuel des cotisations pour le service Ces cotisations doivent permettre de financer le système de manière autonome en vue de sa pérennité. La période pré-électorale a complètement polarisé les communes sur des sujets autres que la gestion des déchets, puis les événements liés au 3 ^e mandat ont impacté la fonctionnalité du système (impossibilité des collecteurs de travailler

	<p>dans les quartiers contestataires que sont la zone d'intervention).</p> <p>Sur la zone de Cibitoke, l'activité des 3 zones de transit n'a pas repris en 2015 faute de capacité des employés communaux à collecter les cotisations nécessaires au financement du fonctionnement du système.</p> <p>Par ailleurs, le processus de décentralisation des communes de Bujumbura a été décrété fin 2014 mais ne s'est pas accompagné du transfert des ressources humaines et financières nécessaires au fonctionnement de base des communes. aussi l'administration observe des difficultés à piloter le système faute de RH.</p> <p>Enfin, la nouvelle carte communale de Bujumbura a apporté des changements majeurs suite aux élections : les 5 communes Nord de Bujumbura ont été fusionnées en 1 seule.</p> <p>Compte tenu de ces changements importants au niveau institutionnel et décentralisé, le volet déchet et la relation aux autorités locales est en pleine recomposition.</p> <p>C'est en ce sens qu'une réorientation du volet déchet de la régie communale vers la délégation de service public a été mise en discussion à partir de septembre.</p> <p>La reconversion du système est en cours et sera finalisée d'ici juin 2016. Il s'agit de garder le même set up technique (zone de transit/HIMO/valorisation, etc.) mais que la commune délègue ce service dans le cadre prévu par la loi à des associations, des groupements privés (coopératifs ou non). Le programme pavage accompagne à présent les opérateurs privés pour reprendre l'exploitation 8 zones de transit construites, ainsi que la commune pour assurer la coordination de ces acteurs.</p>
<p><i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i></p>	<p>Augmentation du tri à la source en faveur des déchets qui ont une valeur croissante grâce à la structuration des filières de valorisation (plastiques, métaux).</p>

2.6 Output 4 : Les bonnes pratiques sont capitalisées et divulguées

2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 4 : Les bonnes pratiques sont capitalisées et divulguées						
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année N-1	Progrès année N	Cible année N	Cible finale	Commentaires
Nombre de documents produits et diffusés		6	0	3	10	aucune capitalisation faite en 2015;
Nombre de réunion/atelier tenus avec les partenaires		5	2	5	5	2 réunions de préparation et un séminaire de trois jours sur l'HIMO et le travail décent et réunion avec le secrétariat permanent de la protection sociale
Nombre d'entreprises qui s'approprient la méthode		1	0	4	12	Seul SETEMU, à ce jour, met en œuvre la méthodologie HIMO et travail décent ; arrêt des activités du à la crise politique.
Mise en place du bureau chantiers école HIMO et nombre de projets appuyés.		1 et 1	1 et 2	1 et 2	1 et 5	Le bureau est mis en place mais remis au sein du projet (dû à la crise politique) et 2 chantiers ont été mis en oeuvre (PAIOSA et AFPT)

2.6.2 Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
Capitalisation et diffusion			X		Cette activité « généraliste » de l'output 4 a été arrêtée suite à la crise sécuritaire et puis par la mise en suspension du projet..

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output.	
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output:</i>	Les activités mises en place dans le cadre de cet output sont en pleine adéquation. Les moyens de parvenir à une capitalisation sont multiples et pourraient prendre diverses formes. Le secrétariat permanent de la protection sociale, comité interministériel, a repris les objectifs du séminaire HIMO et travail décent (fait en novembre 2014) dans son plan d'action et de mise en oeuvre 2015 – 2016.
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base</i>	Le séminaire HIMO et travail décent mené en novembre 2014 a été le point d'orgue de capitalisation.

<i>d'indicateurs) :</i>	Ce séminaire a permis une réelle capitalisation auprès des instances burundaises et de la nécessité d'inclure la méthodologie HIMO dans les commandes publiques, ce qui a mené à une appropriation du gouvernement. De fait, le secrétariat permanent de la protection sociale, comité interministériel, a repris les objectifs du séminaire HIMO et travail décent dans son plan d'action 2015 – 2016.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	Arrêt de la capitalisation du projet du au contexte politico diplomatique au Burundi.
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	Le secrétariat permanent de la protection sociale, comité interministérielle, a repris les objectifs du séminaire HIMO et travail décent dans son plan d'action 2015 – 2016.

2.7 Thèmes transversaux

2.7.1 Genre

L'aspect 'genre' est un élément important du programme de pavage HIMO. Au moment de l'identification pour le recrutement, les quotas de 50 % femmes, 50 % hommes ont été institués. Cependant, les travaux nécessitent des qualifications dont le groupe recruté ne dispose pas. Le programme organise alors des recrutements spécifiques où les femmes sont peu ou pas du tout représentées. Le recrutement spécifique en réponse aux besoins technique du chantier modifie la majorité, les représentations dans le chantier deviennent 52,57 % hommes contre 47,23 % pour les femmes. Néanmoins, les femmes ont été plus régulières dans les chantiers (52% H/J contre 48 % H/J pour les hommes). Les femmes ont donc eu la part la plus importante du montant injecté.

Par ailleurs, la formation sur chantier conduit à la qualification des femmes pour les fonctions où elles n'étaient pas auparavant représentées (dans les domaines du Génie Civil). Dans le chantier, les femmes sont représentées dans toutes les fonctions, même celles exclusivement réservées auparavant pour les hommes telles le ferrailage et bétonnage.

Pour l'ensemble des travaux, le règlement de chantier a été adapté aux conditions spécifiques de la femme. De fait, un horaire spécifique a été établi pour les femmes allaitantes et des postes de tâches faciles ont été réservés pour les femmes enceintes. Les types de travaux ont donc été adaptés en fonction des apprenantes ; travaux à la tâche moins étendue ou travaux moins lourds destinés aux femmes, possibilité d'allaitement et mise en pause du contrat d'apprentissage pour la femme arrivant au 7^{ème} mois de grossesse, ...

Au niveau des carrières de pavés, les femmes font le portage vers les lieux de chargement au prix variant selon les distances à parcourir. La négociation du prix se fait entre elles et les comités de gestion des associations/coopératives. Tandis que les hommes se chargent de l'extraction, du débitage et de la taille.

Il y a selon nos sources autant d'hommes que de femmes sur les carrières de pavés.

En matière de réinsertion post chantier, la collaboration avec une caisse coopérative d'épargne et de crédit ouvre les chances d'accéder aux services de formation en économie familiale et au crédit pour les femmes entrepreneurs.

Enfin, les formations humaines et professionnelles permettent une meilleure position des femmes dans la gestion et l'économie du ménage, ainsi que dans la communauté.

2.7.2 Environnement

Les rues en pavés ainsi que l'assainissement des eaux pluviales améliorent l'environnement et la salubrité des quartiers.

Des formations en hygiène et assainissement sont dispensées aux apprenants ; environ 2600 apprenants des communes cibles ont été formés durant trois jours. Ces apprenants constituent des groupes de relais des messages pour les communautés riveraines.

Le système de collecte (et de recyclage) des déchets dans les communes nord améliore l'environnement et la salubrité des quartiers couverts par la collecte. Le transfert de responsabilité de gestion aux opérateurs privés (dont la majorité sont des ex-apprenants constitués en groupements pré coopératifs (qui de par une délégation de service /

partenariat public privé) crée des emplois locaux permanents et garantit un assainissement total et durable des quartiers. D'un autre côté, la mise en place d'un réseau d'eaux pluviales performant augmente la pollution du lac car les habitants malgré les sensibilisations à ce sujet jettent toujours les ordures et excréta dans les caniveaux. L'extension du système de gestion des déchets est indispensable pour la durabilité des rues pavées et l'amélioration de l'assainissement global.

Divers travaux de lutte antiérosive et de plantation en grand nombre d'arbres et de plantes fixatrices de sols afin d'améliorer l'environnement communautaire et afin de diminuer les incidences des pluies sur les zones urbaines, pluies plus violentes depuis quelques années (qui seraient dues aux changements climatiques).

Au niveau des carrières de pavés afin de minimiser les destructions environnementales, une étude d'impact environnementale et sociale pour les exploitations de carrières de production de pavés est effectuée pour chaque carrière. Sur base de cette étude, une feuille de route établie par les associations de tailleurs de pavés pour l'exploitation des carrières dans le respect des normes environnementales et sociales. Enfin, l'introduction des primes pour les Associations qui respectent les normes environnementales a permis une nette amélioration des exploitations des carrières. Des pépinières sont mises en place afin de réhabiliter les carrières fermées et protéger l'environnement à proximité des carrières en exploitation ou clôturées.

Des évaluations périodiques se font en matière d'organisation et de gestion rationnelle des carrières. Cette évaluation se fait sur base d'une fiche de monitoring environnemental élaboré selon l'aspect physique et l'emplacement géographique de chaque carrière. Donc elle tient donc des spécificités soit morphologiques soit géographiques de la carrière. Les services sectoriels des ministères ayant l'environnement, les mines et carrières dans leurs attributions sont associés à l'évaluation des activités de protection des sites en exploitation par les associations des tailleurs de pavés.

2.7.3 VIH SIDA

Les bénéficiaires des chantiers HIMO reçoivent une formation en planning familial et Maladies sexuellement transmissibles. Cette formation est bien accueillie car les bénéficiaires de nos chantiers écoles n'ont pas eu de bagage éducationnel leur permettant d'appréhender par eux même cette problématique. Un des indices de succès est que les apprenants veulent de manière volontaire se faire dépister, un communiqué à ce sujet a été élaboré afin de renseigner les différents centres de dépistages gratuits. Depuis le début du programme, 4196 habitants (apprenants) de Kamenge, Kinama et Cibitoke ont eu cette formation (3 jours).

En vue de fixer le contenu des formations et de permettre aux membres des ménages d'apprendre d'eux-mêmes, des manuels de livrets en kirundi et en français ont été édités et distribués aux différents groupes qui ont suivi la formation. Un télé film de reportage de 6 minutes a été aussi réalisé pour les activités de communication du Programme sur le sujet. Ces supports ont été utilisés par les autres projets CTB au Burundi.

Grâce aux formations dispensées, les communautés commencent à s'approprier ces formations et à les dupliquer. Lors des enquêtes de l'étude socio-économique, les populations ont témoigné ; « Ce sont les amis qui nous sensibilisent. La sensibilisation commence trop tard. On doit commencer à sensibiliser les enfants dès l'école primaire, dès la 3ème primaire. Les enfants sont trop exposés maintenant ! » Parmi les ex-apprenants émergent des animateurs locaux VIH/SIDA, « abaremeshakiyago ».

D'autre part, Le staff du programme pavage et collaborateurs (plus de 40) ont accès aux préservatifs gratuits au niveau du bureau.

2.7.4 Economie sociale

Ce thème transversal est primordial dans l'output 1 du programme car :

- L'injection directe de liquidités par le biais des primes d'apprentissage octroyées sur les différents chantiers,
- L'octroi de la prime d'installation en fin d'apprentissage ;
- La formation humaine et professionnelle ;
- L'appui à la création d'activités génératrices de revenus ;
- La création d'emplois durables et décents pour la gestion des déchets ;
- Le réseau routier intra quartier ;
- le nombre de bénéficiaires potentiels des 3 communes (2%) et des familles (+ de 10%) ;

Permettent :

1. la structuration des communautés et ex-apprenants en associations et groupements pré-coopératif (86 % en 2014 se disent membres d'une association contre 17 % en 2011 suivant l'étude socio-économiques)
2. Le développement économique et social dans ces mêmes communes. La population inoccupée de plus de 16 ans (Age de travail légal) est passée de 50,2 % en 2011 à 32,4 % en 2014 (enquête étude socio-économique 2014).

2.7.5 Droit de l'enfant

L'admission dans le chantier est interdite aux enfants en application du règlement de chantier qui tient compte du code du travail du Burundi et de l'OIT.

La formation en éducation civique est centrée sur le code de la famille qui focalise le contenu sur les droits de la femme et de l'enfant dans les différents chapitres.

Généralement, l'aspect d'amélioration de l'assainissement aura un impact positif sur la santé des enfants. Les rues pavées ont des zones réservées aux usagers faibles et donc principalement les enfants.

Ce thème transversal apparait mineur dans le cadre de ce projet

2.7.6 Travail décent et durable

Le travail décent est au centre de notre chantier école car sans être un emploi au sens propre du terme, les chantiers écoles promeuvent un travail de qualité, de durée convenable, avec possibilité de recours des décisions, ... et enfin une prime journalière d'apprentissage correspondante au niveau de vie de Bujumbura.

De plus, les assurances et l'épargne capitalisée par le travail est en plein adéquation avec les piliers du Travail décent dictés par l'OIT.

Les employés communaux du système de gestion des déchets ont des conditions de travail décentes comparativement aux entreprises privées effectuant les mêmes services : rémunération en moyenne 40% supérieure (correspondant plus à un niveau de salaire décent), sécurité de l'emploi via des contrats de travail, accès à des prestations sociales, cotisation à l'INSS.

2.7.7 Consolidation de la société

L'appui aux communes effectué dans le cadre de la gestion des déchets et de l'entretien des routes est au cœur de la consolidation de la société et de la responsabilisation de l'autorité locale.

De plus, les formations en éducation civique octroyées à presque 3000 personnes dans 3 communes permettent une consolidation de la société.

2.8 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Periode d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
leadership locaux changés, non adhésion	1/01/2013	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	communication sensibilisation	déchets	fev 2014	améliorer depuis 03/2014	En cours
						mécanisme de motivation	déchets	fev 2014	en cours depuis 03/2014	
						Insérer une ligne ici				
ONATEL REGIDESO déplacement des conduites	1/01/2011	OPS	Low	Low	Low Risk	points focaux et conventions	ing	permanen	OK maîtrisé mais continu	En cours
						Insérer une ligne ici				
						MAITRISE				
populations n'utilisent pas leur compétences acquises	1/01/2013	REP	Medium	Medium	Medium Risk	monitoring des FP	socio	permanen	permanent	En cours
						amélioration des appuis AGR	socio		amélioration à mettre en place	
						Insérer une ligne ici				
leadership ministériels changés, non adhésion ou non décentralisation (retour en arrière)	1/10/2010	DEV	Low	High	Medium Risk	communication envers ministère	Direction	permanen	activité permanente	En cours
						préparation atelier international			lobbying	
						Insérer une ligne ici				
disponibilité intrants	1/10/2010	OPS	Low	Medium	Low Risk	monitoring permanent	Log	permanen	moins d'urgence à noter	En cours
						Insérer une ligne ici				
						MAITRISE				
Non décentralisation des communes	1/10/2010	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	décentralisation partielle sur les	direction	permanen	accord recu	En cours
						lobbying			continu	
						Insérer une ligne ici				
non adhésion globale de la population pour le système des déchets	1/01/2014	DEV	High	Medium	High Risk	perte d'adhérents ...	socio	permanen t	adhésion à améliorer en cours par sensibilisation	En cours
							socio		adapation de la stratégie par commu	
						Insérer une ligne ici				
Inondations/ aléas climatiques et non maîtrise des études hydro	1/10/2010	REP	Medium	Medium	Medium Risk	travaux de drainage	ing	permanen t	études de manière régulière	En cours
						études à effectuer	DI CT		cas du 9 février; peu de destrction au niveau du pavage	
						réseau à améliorer; échanges d'infos avec BAD EU BM				
insécurité (niveau national et local)	1/09/2013	DEV	High	High	Very High Risk	suivi de la situation sécuritaire	Rep	aucune	contacts/échanges autorités locales	En cours
						depuis 03 2015 sitation sécuritaire s'aggrave				
						Insérer une ligne ici				
mutation staff CTB / démission	1/09/2013	DEV	Low	Low	Low Risk	pas un risque en tant que tel mais	DI	permanen	attentif aux départs et aux positions	En cours
						Insérer une ligne ici				

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Aucune réorientation stratégique n'a été mise en place cette année 2015.

Seul les problèmes sécuritaires et ensuite la situation politique et sécuritaire ont mis « en suspension » le projet.

Néanmoins, les aspects de duplication de la méthodologie HIMO (avec outils de capitalisations, boîte à outils, gestion HIMO de chantiers, ...) et la méthodologie de chantiers écoles sont les orientations stratégiques importantes qui doivent être diffusées avant la fin du projet en 2016.

3.2 Recommandations

Tenant compte de la pertinence et des résultats des différentes évaluations menées sur le Programme Pavage, ainsi que de son appréciation positive des acteurs impliqués (au niveau central et communal), la Pertinence d'un volet « développement économique et social porteur » s'avère un des enjeux prioritaires à retenir pour la construction du futur PC et au regard du contexte au Burundi, et pas seulement dans le cadre routier, mais de manière spécifique et/ou transversale. De fait le développement économique peut passer par cette méthodologie HIMO et travail décent et ce dans d'autres travaux (chantiers environnementaux, agricoles, ...) ou services (collecte de déchets, ...).

Au niveau du Burundi, il est pertinent d'améliorer la possibilité, via la loi des marchés publics, de faire des chantiers en HIMO afin de palier au problème récurrent du non emploi. Cette recommandation est dans le plan d'action du secrétariat permanent de la protection sociale (secrétariat interministériel); activité en droite ligne des recommandations du séminaire HIMO et travail décent (novembre 2014).

Compte tenu du contexte sécuritaire et politique, le Burundi est devenu le pays le plus pauvre du monde et l'économie locale est très affaiblie. Dans ce contexte afin d'appuyer la population à ne pas tomber dans la pauvreté et l'extrême pauvreté, le projet pavage et surtout la modalité HIMO et travail décent doivent être dupliquées et maximisées et non suspendues.

C'est dans ce cadre que les agences des nations unies ont initié, en cette fin d'année 2015, un programme de grande ampleur appelé « *Early Recovery /Emergency Employment / Social Cohesion program* » permettant justement de limiter les aspects négatifs dus au contexte socio économique prévalant actuellement au Burundi.

3.3 Enseignements tirés

Enseignement tiré	Public cible
<p>La méthodologie HIMO accompagné de chantiers écoles – formations professionnelles doit être dupliquée dans les autres projets cogérés par la CTB, et être capitalisée compte tenu des résultats positifs obtenus et afin d’en assurer l’appropriation au niveau du Burundi.</p> <p>Le travail décent doit être au centre de tout emploi au Burundi et son application devrait être généralisée en commençant par les exigences au sein de la commande publique.</p>	<p>Gouvernement du Burundi</p> <p>Bailleurs du Burundi</p> <p>CTB siège Projets CTB</p>

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?	
<input type="checkbox"/>	A Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	B S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	C Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?	
<input type="checkbox"/>	A Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?	
<input type="checkbox"/>	A Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	B La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	D La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?	
<input type="checkbox"/>	A Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.

<input checked="" type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

<input type="checkbox"/>	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?

<input checked="" type="checkbox"/>	A	Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input type="checkbox"/>	B	Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

3.1 Durabilité financière/économique ?

<input type="checkbox"/>	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input type="checkbox"/>	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

<input type="checkbox"/>	A	La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Critères	Note
Pertinence	B
Efficience	B
Efficacité	A
Durabilité	B

4.2 Décisions prises par le comité de pilotage et suivi

Pas de SMCL en 2015 vu la mesure générale de suspension des SMCL au Burundi (cfr. Notes Verbales de l'Ambassade de Belgique).

4.3 Cadre logique mis à jour

Aucun changement dans le cadre logique en 2015.

4.4 Aperçu des MoReResults

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	OUI fait en Q3 2014.
Planning de l'EMP	pas prévu suite à la situation du Burundi
Planning de l'évaluation finale	Q3 2016
Missions de backstopping	Aucune

4.5 Rapport d'exécution budgétaire

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI1307711

Project Title : **Consolidation/extension Projet Pavage**

Budget Version : **D01** Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec		
			2014	Q1	Q2	Q3					Q4	
A PAVAGE SOCIAL		2.530.000,00	1.267.734,57	263.067,42	286.016,14	18.663,67	119.549,30	687.296,52	1.955.031,08	574.968,92	77%	
01 Des compétences sont		280.000,00	152.167,95	45.425,21	37.577,18	24.688,96	30.056,86	137.748,21	289.916,15	-9.916,15	104%	
	01 Formation des bénéficiaires	COGEST	150.000,00	119.487,16	24.346,94	20.022,55	16.731,73	4.777,01	65.878,23	185.365,39	-35.365,39	124%
	02 Accompagnement social	COGEST	85.753,00	32.636,37	21.078,27	17.554,64	7.957,23	5.968,48	52.558,61	85.194,98	558,02	99%
	03 Appui à la filière pavé	COGEST	44,00	44,42						44,42	-0,42	101%
	04 Formation et	REGIE	44.203,00	0,00				19.311,36	19.311,36	19.311,36	24.891,64	44%
02 Un réseau cohérent de		1.800.000,00	920.047,39	220.444,94	231.340,65	-10.621,35	83.735,04	524.899,28	1.444.946,67	355.053,33	80%	
	01 Etudes techniques	COGEST	50.000,00	0,00					0,00	50.000,00	0%	
	02 Achat de pavés	COGEST	93.525,00	90.372,70	3.152,57			3.152,57	93.525,27	-0,27	100%	
	03 Voirie	COGEST	1.045.053,00	754.685,74	217.292,37	72.704,48	-28.526,58	27.095,87	288.566,14	1.043.251,88	1.801,12	100%
	04 Drainage	COGEST	253.627,00	74.988,95		158.636,17	17.905,23	2.096,46	178.637,86	253.626,81	0,19	100%
	05 Achat de Pavés	REGIE	56.475,00	0,00					0,00	56.475,00	0%	
	06 Voirie et Drainage	REGIE	301.320,00	0,00				54.542,71	54.542,71	54.542,71	246.777,29	18%
03 La collecte des déchets		320.000,00	82.681,08	10.856,74	7.194,41	1.760,92	2.060,05	21.872,12	104.553,19	215.446,81	33%	
	01 Etude	COGEST	120.000,00	0,00					0,00	120.000,00	0%	
	02 Mise en place du système	COGEST	88.231,00	71.246,28	9.327,66	5.704,37	1.689,78	342,06	17.063,87	88.310,15	-79,15	100%
	03 Renforcement des	COGEST	14.525,00	11.434,80	1.529,08	1.490,04	71,14		3.090,26	14.525,06	-0,06	100%
	04 Mise en place et	REGIE	97.244,00	0,00				1.717,98	1.717,98	1.717,98	95.526,02	2%
	REGIE	1.908.855,00	460.105,95	166.453,78	138.859,16	170.902,00	274.862,44	751.077,39	1.211.183,32	697.671,68	63,00	
	COGEST	2.091.145,00	1.351.771,03	241.435,24	259.821,11	5.172,90	38.551,21	544.980,46	1.896.751,48	194.393,52	91,00	
	TOTAL	4.000.000,00	1.811.876,98	407.889,02	398.680,27	176.074,90	313.413,65	1.296.057,84	3.107.934,80	892.065,20	78,00	



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI1307711

Project Title : **Consolidation/extension Projet Pavage**

Budget Version : **D01** Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec		
			2014	Q1	Q2	Q3					Q4	
04 Le projet est capitalisé et		130.000,00	112.838,15	-13.859,47	9.903,89	2.835,14	3.697,35	2.776,92	115.615,07	14.384,93	89%	
	01 Capitalisation et diffusion	COGEST	115.387,00	112.838,15	-13.859,47	9.903,89	2.835,14	3.469,33	2.548,90	115.387,05	-0,05	100%
	02 Capitalisation et diffusion	REGIE	14.613,00	0,00			228,02	228,02	228,02	14.384,98	2%	
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX		125.500,00	0,00						0,00	125.500,00	0%	
01 Réserve budgétaire		125.500,00	0,00						0,00	125.500,00	0%	
	01 Réserve budgétaire	COGEST	75.000,00	0,00					0,00	75.000,00	0%	
	02 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	50.500,00	0,00					0,00	50.500,00	0%	
Z MOYENS GÉNÉRAUX		1.344.500,00	544.142,41	144.821,80	112.694,13	157.411,24	193.864,35	608.761,32	1.152.903,72	191.596,28	86%	
01 Frais de personnel		1.190.000,00	424.962,07	153.231,85	149.081,42	168.697,88	186.297,01	657.308,16	1.082.270,23	107.729,77	91%	
	01 Coordinateur de	REGIE	285.000,00	60.478,80	39.463,11	50.312,96	39.197,00	42.462,01	171.435,08	231.913,88	53.086,12	81%
	02 Expert Pavage	REGIE	180.000,00	132.013,51	24.551,37	26.593,10	23.128,67		74.273,14	206.286,65	-26.286,65	115%
	03 Expert en déchets solides	REGIE	264.000,00	113.978,20	26.173,07	30.895,88	30.350,31	32.769,43	120.188,69	234.166,89	29.833,11	89%
	04 Responsable administratif	REGIE	90.000,00	9.363,99	6.493,77	6.694,08	8.271,07	28,33	21.477,25	30.841,24	59.158,76	34%
	05 Equipe technique projet	REGIE	216.000,00	54.879,69	28.828,34	19.850,25	38.148,06	55.956,06	142.782,71	197.662,40	18.337,60	92%
	06 Equipe logistique et	REGIE	137.000,00	48.576,87	25.472,00	12.418,35	27.480,35	53.680,15	119.030,85	167.607,72	-30.607,72	122%
	07 Prime DI	REGIE	18.000,00	5.671,01	2.250,19	2.326,80	2.122,42	1.421,03	8.120,44	13.791,45	4.208,55	77%
02 Investissements		30.000,00	6.787,14	126,39	209,00			335,39	7.122,53	22.877,47	24%	
	01 Equipement ICT	REGIE	25.000,00	6.144,69					6.144,69	18.855,31	25%	
		REGIE	1.908.855,00	460.105,95	166.453,78	138.859,16	170.902,00	274.862,44	751.077,39	1.211.183,32	697.671,68	63,00
		COGEST	2.091.145,00	1.351.771,03	241.435,24	259.821,11	5.172,90	38.551,21	544.980,46	1.896.751,48	194.393,52	91,00
		TOTAL	4.000.000,00	1.811.876,98	407.889,02	398.680,27	176.074,90	313.413,65	1.296.057,84	3.107.934,80	892.065,20	78,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI1307711 Printed on 14/01/2016

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BDI1307711

Project Title : **Consolidation/extension Projet Pavage**

Budget Version : **D01** Year to month : 31/12/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2015					Total	Total Exp.	Balance	% Exec
			2014	Q1	Q2	Q3	Q4				
	REGIE	5.000,00	642,45	126,39	209,00			335,39	977,84	4.022,16	20%
		72.000,00	102.652,30	-8.704,25	-36.626,29	-11.286,64	7.567,34	-49.049,84	53.602,45	18.397,55	74%
01 Frais de fonctionnement	REGIE	45.000,00	9.117,03	6.532,43	2.809,36	2.037,28	4.119,29	15.498,36	24.615,39	20.384,61	55%
02 Frais de fonctionnement	REGIE	27.000,00	8.772,92	5.720,32	-12.544,38	615,68	2.615,27	-3.563,11	5.179,81	21.820,19	19%
03 TVA à récupérer	REGIE	0,00	725,89	675,18	-696,25	-448,83	6.030,79	5.560,89	6.286,78	-6.286,78	??%
04 TVA à récupérer	COGEST	0,00	84.036,46	-21.632,18	-26.195,03	-13.490,77	-5.198,01	-66.515,99	17.520,47	-17.520,47	??%
04 Audit et Suivi et Evaluation		52.500,00	9.740,90	167,61				167,61	9.908,51	42.591,49	19%
01 Frais de suivi et évaluation	REGIE	25.000,00	0,00						0,00	25.000,00	0%
02 Audit	REGIE	20.000,00	0,00						0,00	20.000,00	0%
03 Backstopping	REGIE	7.500,00	9.740,90	167,61				167,61	9.908,51	-2.408,51	132%
99 Conversion rate adjustment		0,00	0,00						0,00	0,00	??%
98 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	??%
99 Conversion rate adjustment	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	??%
	REGIE	1.908.855,00	460.105,95	166.453,78	138.859,16	170.902,00	274.862,44	751.077,39	1.211.183,32	697.671,68	63,00
	COGEST	2.091.145,00	1.351.771,03	241.435,24	259.821,11	5.172,90	38.551,21	544.980,46	1.896.751,48	194.393,52	91,00
	TOTAL	4.000.000,00	1.811.876,98	407.889,02	398.680,27	176.074,90	313.413,65	1.296.057,84	3.107.934,80	892.065,20	78,00



4.6 Ressources en terme de communication (cumul)

4.6.1 Dans le cadre du Séminaire HIMO et travail décent

Présentation du séminaire :

Concept note

Fiche système de gestion des déchets

Boîte à outil pour chantiers HIMO et chantiers écoles

Bibliothèque HIMO - Travail décent : documents de références sur l'HIMO, le travail décent et l'analyse socio-économique de l'application de l'HIMO

Présentation des participants : 21 présentations (OIT, UNICEF, FIDA, PNUD, CTB Burundi, CTB RDCongo, ...)

Outils de communication (clef USB, cordon, badge, porte carte, mallette)

Recommandations du séminaire remis à tous les participants (format papier et format électronique)

21 Présentations power point disponibles sur la page du séminaire

Toutes les présentations, les discours et les recommandations sont disponibles sur cette page Web : <http://www.btcctb.org/fr/seminaire-himo>

4.6.2 Communication sur le projet

- Photos de Rosalie Colfs sur les formations professionnelles et le chantier : a permis de développer une exposition photos (pour le Programme Pavage – cadres métalliques- et pour la CTB Burundi –gros cubes-), toujours en utilisation
- Banderoles, affiches utilisés pour les événements de communication.
- Vidéo présentant la formation humaine sur le VIH/Sida ; Voir le lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=paKHv9LmVQE>
- Réalisation d'une brochure pour développer des partenariats avec les universités et développement de partenariats.
- Définition d'une stratégie de communication et sensibilisation par la cellule gestion des déchets : diffusion de spots audio et vidéos (collaboration avec agence Menya Média et autres). *3 vidéos réalisées*

4.6.3 Documents de capitalisation

- Réalisation de 5 fiches de capitalisation workingpapers (document technique d'expérience de 8 à 12 pages) portant sur la filière de la taille de pavés, les chantiers-écoles, les formations professionnelles, le processus de réconciliation et la méthode HIMO social, disponibles sur le site du projet.

Une fiche de capitalisation a été publiée sur le site de la CTB (premier numéro de la série Réflexion):

Voir le lien suivant :

http://www.btcctb.org/files/web/publication/001_Le%20pav%C3%A9%20moteur%20de%20d%C3%A9veloppement%20urbain_Pavage_Himo_FR.pdf

- Les autres fiches de capitalisation / workingpapers ont été publiés en 2013 sur la page de l'intervention et diffusés de manière massive aux institutions présentes au Burundi.
- Un livre de synthèse sur le pavage a été produit, basé sur les workingpapers.
- Développement d'une étude portant sur les ex-apprenants, leurs perceptions des formations, le développement des AGR...

4.6.4 Articles et publications en ligne (Blog coopération, diffusion interne/externe CTB)

- Pour tous les articles parus sur le blog (success stories, articles sur les ATP, le processus de sélection, l'identification)

Voir le lien suivant : <http://blogcooperation.be/tags/volunteers/shocq/> – plus disponibles à ce jour

- Casestudy : Articles sur la gestion des déchets dans les communes cibles

<http://www.btcctb.org/fr/casestudy/construction-routes-pav%C3%A9s-gestion-d%C3%A9chets>

- Pic of the week : présentation du film sur le VIH/Sida et de la brochure de sensibilisation et de lutte contre le VIH/Sida sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Flickr)

<https://www.youtube.com/watch?v=paKHv9LmVQE>

- Journée des toilettes, focus sur un programme par pays. Le Programme Pavage a été choisi pour participer.

<http://www.btcctb.org/fr/casestudy/journ%C3%A9e-mondiale-toilettes-l%E2%80%99action-ctb-en-mati%C3%A8re-d%E2%80%99assainissement>